

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA SEANCE DU 19 juin 2019

*Délibération n°07*

**Date de la convocation :** 11 juin 2019  
**Date d'affichage :** 11 juin 2019

L'an Deux Mille Dix Neuf,  
Le Dix-neuf Juin,  
A 17h30, les membres du Comité Syndical du PETR Ternois – 7 Vallées se sont réunis en séance publique, à la Maison du Bois, 34 rue d'Hesdin à Auchy-les-Hesdin, après convocation légale en date du Onze Juin Deux Mille Dix Neuf, sous la Présidence de Monsieur Claude BACHELET.

Présents ou Représentés : Tous les membres en exercice, à l'exception de :

- |                      |                         |
|----------------------|-------------------------|
| ▪ Claude COQUART     | ▪ Jean François THERET  |
| ▪ André OLIVIER      | ▪ Pascal DERAY          |
| ▪ Marc RICART        | ▪ Stéphane SIECZKOWSKI- |
| ▪ Maurice LOUF       | SAMIER                  |
| ▪ Jean-Marie OLIVIER | ▪ Gervais CASTEL        |
| ▪ Yves HOSTYN        | ▪ Caroline CUSSAC       |
| ▪ Daniel DEGARDIN    | ▪ Jean PROVOYEUR        |

Secrétaire de séance : François DOUAY

**Nombre de membres :**  
En Exercice : 36  
Présents : 23  
De Votants : 23

**Objet de la délibération :**  
Avis du PETR pour le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) des Hauts de France

Monsieur le Président rappelle aux membres du Comité Syndical que le conseil régional des Hauts de France a engagé l'élaboration du SRADDET depuis décembre 2016 et a arrêté le projet de schéma le 31 janvier 2019. Depuis le lancement des travaux d'élaboration, plusieurs séminaires thématiques et conférences territoriales ont été organisées et les personnes concernées ont été invitées à s'exprimer et à présenter des contributions susceptibles d'alimenter les travaux d'élaboration. Le projet de SRADDET arrêté le 31 janvier 2019 est soumis à l'avis des personnes publiques associées à son élaboration, au nombre desquels figurent notamment les établissements publics de SCOT. Faute de réponse dans les trois mois suivant la réception de la demande d'avis, celui-ci est réputé favorable (art. L. 4251-6 cgct). Cette consultation a été réceptionnée par le PETR Ternois 7 Vallées le 15 avril 2019 dont l'avis serait réputé favorable s'il n'a pas été exprimé avant le 15 juillet prochain.

Pour rappel, le PETR Ternois 7 Vallées est composé de deux communautés de communes, à savoir Ternois Com (104 communes pour 40 000 habitants) et 7 Vallée Comm (69 communes pour 30 000 habitants).

Le projet de SRADDET organise la stratégie régionale autour de trois partis pris, qui sont composés de 13 orientations que le SCOT devra « prendre en compte » lors de sa révision. Il comporte par ailleurs 43 règles avec lesquelles les SCOT devront être « compatibles ».

Dans le cadre de la concertation avec les territoires, en juillet 2017, la PETR a transmis une première contribution au diagnostic dressé par la Région des Hauts de France dans le cadre l'élaboration du SRADDET.

**Vote :**

Pour : 23  
Contre : 0  
Abstention : 0

Au vu des éléments présentés, Monsieur le Président demande aux membres du Conseil Syndical de bien vouloir en délibérer ;

LE CONSEIL SYNDICAL :

ENTENDU l'exposé de son Président ;

...

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés

Mention  
exécutoire :  
Oui

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.4251-1 et suivants,

Vu le projet de schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires arrêté le 31 janvier 2019 par le conseil régional des Hauts-de-France et transmis le 15 avril 2019 au PETR Ternois 7 Vallées pour avis,

Sur la proposition du Président,

**Exprime un avis favorable** concernant le projet de schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires dans son ensemble, tel qu'il a été arrêté par le conseil régional des Hauts-de-France le 31 janvier 2019, **sous les remarques et/ou réserves suivantes :**

**REMARQUES**

Les élus du PETR Ternois 7 Vallées souhaitent faire part de leurs remarques sur l'arrêt projet du SRADDET, au Président du conseil régional des Hauts de France et notamment sur le projet de fascicule de règles envisagé pour le SRADDET.

Les élus du PETR Ternois 7 Vallées partagent les ambitions générales du SRADDET, notamment sur les trois partis pris :

- Parti pris n°1 : une ouverture maîtrisée, une région mieux connectée ;
- Parti pris n°2 : une multipolarité confortée en faveur d'un développement équilibré du territoire régional ;
- Parti pris n°3 : un quotidien réinventé, s'appuyant sur de nouvelles proximités et sur une qualité de vie accrue.

Pour autant, les élus du PETR Ternois 7 Vallées souhaitent soulever différentes questions, notamment dans un objectif de développement équilibré et équitable de notre territoire rural, et en particulier, des grands territoires qui entourent le PETR.

Le SRADDET a organisé le territoire de la Région des Hauts de France en 5 dynamiques régionales de 'mobilisation' des territoires. Les élus du PETR Ternois 7 Vallées observent que le territoire est 'écartelé' au croisement des trois dynamiques régionales : le nord-est du périmètre

est soumis au rayonnement métropolitain de Lille qui s'amplifie (dynamique métropolitaine) ; le sud-est du périmètre est sous l'influence du développement d'Amiens et de sa Région ainsi que le rôle structurant d'Arras et de sa région ; le nord et l'ouest du périmètre sont intégrés à l'économie du littoral avec une diffusion équilibrée des effets au bénéfice de l'emploi.

De plus, les élus du PETR estiment que les objectifs et les règles peuvent être interprétés différemment selon le positionnement des territoires : certaines règles pourraient être adaptées aux spécificités des territoires, notamment ruraux, dans le cadre d'une territorialisation.

**Les élus du PETR souhaitent que la Région apporte également un éclairage juridique précis sur la mise en compatibilité des SCOT.**

Plusieurs objectifs et règles inscrites dans le document posent questions aux élus du PETR notamment la mise en compatibilité des SCOT : l'article L4251-3 dispose que les SCoT [...] lorsqu'ils sont antérieurs à l'approbation du SRADDET, prennent en compte les objectifs du schéma et sont mis en compatibilité avec les règles générales du fascicule lors de la première révision qui suit l'approbation du schéma.

De nombreux SCoT ont été approuvés récemment ou le seront avant l'approbation du SRADDET dans la Région et autour du PETR Ternois 7 Vallées Comm. Ainsi, en application de la loi, certains SCOT ne seront pas mis en compatibilité avec le SRADDET avant une dizaine d'années. C'est le cas de plusieurs SCoT entourant le PETR qui sont en révision et en passe d'être approuvés (SCoT du Pays de Saint-Omer ; SCOT de la Baie de Somme-trois vallées) et d'autres récemment approuvés (Boulogne; Amiens...).

Les SCoT et autres démarches de planification comme le PLU-I, PCAET... gardent leur propre calendrier de révision et devront être compatibles avec le SRADDET lors de leur 1ère révision suivant l'approbation de celui-ci. En clair, les règles du SRADDET ne s'appliquent pas aux SCoT déjà approuvés mais ne s'y appliqueront qu'à compter de leur révision.

Or, cinq des six SCoT entourant le PETR ont été récemment révisés ou seront prochainement approuvés (SCoT de la Baie de Somme trois Vallées – SCOT du Grand Arrageois – SCOT du Pays de Saint-Omer – SCOT du Grand Amiénois – SCOT du Pays maritime et rural du Montreuillois), ce qui signifie que le SRADDET ne s'imposera pas à l'ensemble de leurs SCOT révisés (pas avant 10 ans, quand ils seront approuvés). Les règles définies dans le SRADDET en matière, par exemple, de consommation foncière (quelque soit la destination) ne leurs seront donc pas applicables, mais le seront lors de la mise en révision de leurs SCOT. Pour le PETR Ternois-7 Vallées, ces règles s'appliqueront lorsque le SCOT (qui devra être révisé) sera approuvé.

Ainsi, les élus du PETR questionnent la Région sur l'équité de la mise en œuvre des règles ? Comment appliquer certaines règles quantitatives (par exemple la règle 14 sur la consommation foncière...) pour le SCoT du Ternois 7 Vallées qui ne sera pas révisé avant 2027.

Les élus du PETR formulent plusieurs autres remarques et s'interrogent sur les règles suivantes :

Règle générale 5 : pour contribuer à leur insertion paysagère ainsi qu'au rétablissement des connexions de biodiversité, les SCoT/PLU/PLUi doivent prévoir des dispositions afin de traiter les limites d'emprise et d'assurer la perméabilité écologique.

Les enjeux environnementaux, notamment la Trame Verte/Trame Bleue sont à ce stade assez peu développés dans le volet prescriptif du SRADDET alors que ces enjeux sont considérables sur le territoire du PETR qui est le poumon vert du département du Pas-de-Calais. Face à l'effondrement de la biodiversité dans les Hauts de France, les élus se questionnent sur les faibles prescriptions du SRADDET sur cette thématique, qui joue de plus en plus un rôle dans l'attractivité et la qualité du cadre de vie des territoires et le bien-être des populations. Ainsi, comment le SRADDET accompagne le PETR dans la préservation de ses espaces à enjeux écologiques majeurs ou forts (+12% du territoire) ?

Règle générale 6 : les SCoT/PLU/PLUi et PCAET développent une stratégie coordonnée et cohérente d'adaptation au changement climatique conçue pour : répondre aux vulnérabilités propres au territoire concerné et préparer la population et les acteurs économiques à la gestion du risque climatique ; préserver et restaurer des espaces à enjeux en travaillant notamment sur la résilience des espaces naturels, agricoles et forestiers.

Les enjeux de changement climatique sont importants sur le territoire du PETR. En effet le territoire est exposé aux risques d'inondation et d'érosion. S'il y a lieu d'identifier et cartographier les vulnérabilités du territoire du PETR, comment le SRADDET renforce et accentue ses actions d'accompagnement aux risques qui seront identifiés dans le SCOT du PETR Ternois 7 Vallées ?

Règle générale 13 : les SCoT/PLU/PLUi organisent une armature territoriale cohérente avec l'ossature régionale du SRADDET.

Le SCoT du PETR Ternois 7 Vallées devra organiser l'armature urbaine de son territoire d'intervention en cohérence avec l'ossature définie par la Région dans le SRADDET. La Région n'impose donc rien aux échelles intra-SCOT. Le territoire doit définir son rôle et sa place dans l'espace régional. Le territoire du PETR Ternois 7 Vallées s'organisera pour définir collectivement son armature territoriale au sein de laquelle les villes de Hesdin, St-Pol-sur-Ternoise, Frévent et Auxi-le-Château sont inscrites comme pôles intermédiaires régionaux. Les élus du PETR Ternois 7 Vallées compléteront l'armature territoriale locale, en compatibilité avec l'ossature régionale du SRADDET. Néanmoins, le territoire s'interroge sur les aires d'influences des territoires voisins, notamment au regard des pôles d'envergure régionale qui 'entourent' le PETR (Abbeville, Arras, Berck, Béthune, Boulogne, St-Omer) : quel modèle d'armature territoriale 'locale' à construire ou à consolider au regard des pôles d'envergures régionaux voisins ? De plus, quels seront les impacts de la vision stratégique du SRADDET sur le développement des autres centres bourgs inscrits dans le SCOT du Ternois et sur le territoire des 7 Vallées comme Pernes, Anvin, Beaurainville, Campagne-les-Hesdin, Auchy-les-Hesdin, Blangy-sur-Ternoise, Fillièvres ?

## RESERVES

Règle générale 12 : les SCoT/PLU/PLUI doivent porter des principes de solidarité et de mutualisation entre le littoral et l'arrière-pays.

Au travers de cette règle, la Région souhaite tout d'abord favoriser la contribution de l'arrière-pays à la gestion des risques littoraux (investissements et dépenses de fonctionnement) qui présente des coûts d'investissements et d'entretien « non négligeables » pour les communes littorales en définissant des principes pour une logique de solidarité. Aussi, elle entend que ces principes de solidarités s'appliquent de façon plus large à tout projet public. Il s'agit de favoriser des projets de territoires élargis, de mutualiser des ressources entre espaces côtiers et arrière-pays, répartir entre eux les pressions (pollution, sur-fréquentation...) pour préserver le milieu littoral fragile. Le SRADDET veut définir une répartition partagée et équilibrée des projets d'aménagement et d'équipements entre ces territoires, et répartir les retombées économiques afin que les espaces intérieurs profitent également des afflux de personnes générés par l'attractivité côtière.

« La finalité est de construire un projet partagé entre littoral et arrière-pays conciliant contraintes et enjeux ». Cette règle est intéressante pour le PETR au vu de sa localisation et de ses relations avec la côte (notamment pour la communauté de communes des 7 Vallées Comm) et des contraintes subies (ex : saturation routière vacances et week-end liés aux flux vers la côte), et des enjeux liés à cette proximité (retombées touristiques...). Cette règle peut être interprétée comme le principe d'une organisation complémentaire entre l'espace littoral et l'arrière-pays. Néanmoins, comment cette règle est profitable à tous ? Quelle participation aux investissements liés par la gestion des risques littoraux par le territoire du PETR ? Et quelles contreparties pour le territoire du PETR d'une répartition équilibrée des retombées économiques ? De plus, jusque quelle limite territoriale le territoire du PETR est considéré comme partie prenante de l'arrière-pays ?

Règle générale 14 : les SCoT traduisent l'objectif régional de réduction du rythme d'artificialisation défini par le SRADDET en déterminant au sein de leur périmètre un objectif chiffré de réduction de la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers.

La réduction de la consommation foncière n'est pas applicable pour certains territoires qui auront approuvé leurs SCOT avant l'approbation du SRADDET, mais le sera lors de la mise en révision de leurs SCOT. Pour le PETR Ternois 7 Vallées, ces règles s'appliqueront lorsque le SCOT sera approuvé.

La Région ayant fixé dans le SRADDET un objectif de réduction de la consommation foncière qui vise à une division par 2 de la dynamique d'artificialisation observée entre 2003 et 2012 à l'horizon 2030 (soit 750 ha/an) et par 3 à l'horizon 2050 (500 ha/an), sans pour autant avoir fixé de clef de répartition entre les SCoT. Les élus du PETR s'interrogent sur l'interprétation de cette règle dans la future révision du SCOT du PETR Ternois 7 Vallées, alors que celle-ci ne sera pas applicable dans la même temporalité aux autres SCoT faisant partie de son territoire de dialogue ? Est-ce que le SCOT du PETR Ternois 7 Vallées sera limité en matière de consommation foncière au reliquat laissé par les deux autres SCOT après déduction de leur consommation sur un volume théorique affecté au territoire de dialogue, voire plus

globalement à l'ensemble de la Région ?

Le fascicule d'application du SRADDET ne précise absolument rien à ce sujet. Pour rappel, le SCoT du Ternois qui se veut vertueux affiche une consommation de 143 hectares pour 15 ans, soit un peu plus de 9 hectares/an (uniquement sur le secteur du Ternois).

La question des régulations entre les SCOT approuvés et ceux qui sont en cours d'élaboration n'est pas abordée. Des différences de mise en application seront-elles mise en œuvre par la Région ?

De plus, les élus du PETR soulèvent une ambiguïté majeure dans le SRADDET : les exceptions à la règle en matière de réduction de l'artificialisation des terres portant sur « les projets de développement économique structurant inscrits dans les SCoT ». Cela laisse supposer qu'un projet économique est inscrit comme structurant dans un SCoT, il bénéficie d'une exception à la règle de réduction de la consommation foncière définie dans le SRADDET ?

Règle générale 20 : les SCoT/PLU/PLUI estiment leurs productions de logements à partir de l'estimation des besoins en stock non satisfaits et des besoins en flux (liés aux évolutions démographiques et sociétales et aux caractéristiques du parc de logement).

La région à l'échelle régionale a un besoin estimé de 23 500 à 25 000 logements. Il appartient aux SCoT de contribuer, à leur échelle, à sa mise en œuvre. Or aucun cadre n'est fixé ou clef de répartition territoriale... Cela veut-il dire que les territoires en baisse démographique devront moins construire ? Mais dans ce cas ne risque-t-on pas d'aggraver le phénomène et de les engager dans un processus de décroissance ? Comment prendre en compte le phénomène de desserrement des ménages, le besoin de renouvellement du parc existant ? Autant de questions sans réponse pour l'instant, sachant que seule la construction neuve est abordée dans le SRADDET et que le parc ancien et la lutte contre la vacance, par exemple ne sont pas abordés.

La Région demande également que les SCoT/PLU(i) priorisent le développement urbain (résidentiel, économique, commercial) à l'intérieur des espaces déjà artificialisés et impose une règle de construction de 2/3 en renouvellement urbain et 1/3 en extension. Les élus du PETR souhaitent des précisions quant aux modalités d'application de cette règle.

Règle générale 26 : tous les territoires, y compris les moins denses et ceux qui ne sont pas du ressort d'une autorité organisatrice de la mobilité, en fonction de leurs compétences, élaborent, proposent, et participent à une stratégie de développement des transports et de la mobilité qui répond aux besoins de la population.

Le SRADDET doit prendre en considération que les marchés de l'emploi et de la formation sont de plus en plus étroitement imbriqués les uns dans les autres, notamment avec les territoires limitrophes du PETR. Les mobilités liées à la santé, aux services à la personne, et aux déplacements domicile-travail (et les migrations résidentielles) augmentent en interne du PETR, mais aussi avec les territoires voisins. En effet, à l'Est et à l'Ouest en direction des territoires limitrophes de l'Artois et du littoral, celles-ci progressent sur les franges. De plus, cette interdépendance se confirme sur les déplacements liés aux

pratiques commerciales, notamment sur les achats de produits non-alimentaires. Dans le domaine des déplacements, le rôle de la Région est évidemment primordial avec sa politique en matière de transport par TER et de connexion avec le réseau ferroviaire national. Les élus du PETR réaffirment le besoin pour le territoire du PETR de disposer d'une desserte TER de qualité, en particulier vers l'Arrageois, le littoral et le Béthunois, d'autant que notre territoire apparaît « isolé » dans la vision stratégique de la Région.

Acte rendu  
exécutoire après  
dépôt en  
Préfecture  
d'Arras le  
et publication et  
notification du

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an susdits.  
Suivent les signatures.

Pour extrait certifié conforme,  
Le Président,  
Claude BACHELET



PREFECTURE DU PAS DE CALAIS  
Direction de la citoyenneté  
et de la légalité

- 3 JUL. 2019

ARRIVÉE